



Macron avertit le magazine *Economist* du danger de guerre mondiale et l'effondrement de l'alliance de l'OTAN

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 11 novembre 2019

[wsws.org](#) 9 novembre 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Les divisions insolubles entre les puissances impérialistes qui à deux occasions ont éclaté au XXe siècle dans une guerre mondiale sapent à nouveau les alliances internationales essentielles aux affaires du capitalisme mondial. C'était le contenu d'un long entretien profondément pessimiste accordée à l'*Economiste* britannique par le président français Emmanuel Macron, déclarant que l'alliance de l'OTAN entre l'Amérique et l'Europe était morte. L'entretien contenait des déclarations pratiquement sans précédent pour un président français de mémoire d'homme.

Macron a d'abord exprimé son étonnement devant la situation mondiale et sa frustration devant la politique américaine. «J'essaie d'être lucide, mais regardez ce qui est en train de se passer dans le monde», a-t-il déclaré. «C'était impensable il y a cinq ans. S'épuiser sur le Brexit comme on le fait, avoir une Europe qui a tellement de mal à avancer, avoir un allié américain qui nous tourne le dos aussi vite sur des sujets stratégiques, personne n'aurait cru que c'était possible.»

Insistant sur le danger d'une guerre mondiale, Macron a indiqué qu'il considérait la politique américaine touchant un large éventail de sujets allant du Moyen-Orient à la Russie, en passant par la Chine et la finance mondiale comme une menace pour les intérêts vitaux de la France. Il a critiqué le retrait des troupes américaines en Syrie par Trump qui a donné le feu vert à l'attaque turque contre les milices kurdes servant de force par procuration de l'OTAN dans sa guerre en Syrie.

«Ce qu'on est en train de vivre, c'est pour moi la mort cérébrale de l'OTAN. Il faut être lucide», a déclaré Macron. Il s'est dit préoccupé par le fait que l'article 5 sur la légitime défense collective de l'Otan pourrait entraîner la France dans une guerre déclenchée par son allié de l'OTAN, la Turquie, contre la Syrie et son principal allié, la Russie: «C'est quoi l'Article 5 demain? C'est-à-dire que si le régime de Bachar al-Assad décide de répliquer à la Turquie, est-ce que nous allons nous engager, c'est une vraie question [...] D'un point de vue stratégico-politique ce qui s'est passé est un énorme problème pour l'OTAN.»

Macron a également fustigé la politique américaine vis-à-vis de la Russie, une puissance nucléaire majeure: «Que les États-Unis soient très durs avec la Russie, c'est un surmoi, administratif, politique, historique.»

Macron a souligné que la politique américaine pouvait provoquer une guerre totale avec la

Russie, incitant au contraire au développement d'une alliance avec Moscou: «Si nous voulons bâtir la paix en Europe, reconstruire de l'autonomie stratégique européenne, nous avons besoin de reconsidérer notre position avec la Russie.» Il a ajouté que la France peut «parler à tout le monde et donc construire des équilibres pour éviter que le monde ne s'embrase.»

Macron a également mis en garde contre « l'émergence – depuis 15 ans – d'une puissance chinoise qui crée un risque de bipolarisation et marginalise clairement l'Europe. Et à ce risque de « G2 » États-Unis/Chine, s'ajoute le retour de puissances autoritaires, au voisinage de l'Europe», telles que la Russie et la Turquie. De retour d'un voyage en Chine, où il a signé des contrats d'une valeur de 15 milliards de dollars et dénoncé les tarifs douaniers américains contre la Chine et l'Europe, Macron a déclaré qu'il était «neutre» concernant Huawei, une société que Washington a tenté d'empêcher de mettre en place un réseau d'Internet mondial et européen.

Macron a mis en exergue les luttes acharnées pour des parts de marchés menées par les principaux États capitalistes. Pointant les craintes d'un effondrement financier américain, embarquant l'Europe dans sa foulée, il a fustigé la politique américaine en matière de guerre commerciale, déclarant: «L'Europe est un des continents où il y a le plus d'épargne. Une grande partie de cette épargne sert à acheter des obligations américaines. Donc avec notre épargne on paye l'avenir des Etats-Unis, et en plus on s'expose sur une fragilisation. C'est absurde.»

Insistant sur le fait qu'il considère la politique américaine en matière de guerre commerciale comme inacceptable, Macron a ajouté: «Trump [...] pose la question de l'OTAN, il la pose comme un projet commercial. Selon lui c'est un projet où les États-Unis assurent une forme d'ombrelle géopolitique, mais en contrepartie, il faut qu'il y ait une exclusivité commerciale, c'est un motif pour acheter américain. La France n'a pas signé pour ça.»

Macron a souligné à plusieurs reprises que lui et d'autres chefs d'État européens tiraient des conclusions d'une grande portée sur la viabilité non seulement des liens avec Trump, mais aussi de l'alliance vieille de 70 ans avec l'Amérique dans le cadre de l'OTAN.

Citant le rejet de ses inquiétudes sur le Moyen-Orient par Trump qui avait déclaré en privé que «C'est votre voisinage, pas le mien», Macron a ajouté: «Quand vous avez le Président des États-Unis d'Amérique qui dit ça, nous ne pouvons pas, même si on ne veut pas l'entendre, ne pas en tirer les conséquences de manière responsable, en tout cas commencer à réfléchir [...] certaines alliances, ou la robustesse de ces liens sont en train d'être revisitée. Je pense que beaucoup de partenaires l'ont vu, et qu'on est en train de bouger sur ce point.»

Bien que *l'Economist* ait caché sa traduction anglaise de l'interview de Macron derrière un verrou d'accès payant, cela a semé la consternation parmi les responsables de l'OTAN. Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo, en Europe à l'occasion du 30e anniversaire de la chute du mur de Berlin, a répondu à Macron: «Je pense que l'OTAN reste un partenariat important, essentiel, peut-être historiquement l'un des partenariats stratégiques les plus critiques de toute l'histoire.»

La chancelière allemande Angela Merkel a qualifié les remarques de Macron de «paroles drastiques», ajoutant: «Je ne pense pas que des jugements aussi radicaux soient nécessaires, même si nous avons des problèmes et devons nous ressaisir.»

En réalité, cependant, de larges couches de la bourgeoisie européenne sont d'accord avec Macron. Dans un article intitulé «Macron a raison», le magazine allemand *Der Spiegel* écrivait: «Le président français a déclaré que l'OTAN était en état de mort cérébrale, et il y a beaucoup d'indignation. Mais pour l'essentiel, l'analyse de Macron est correcte.»

Il a poursuivi: «Le corps d'une personne en état de mort cérébral semble vivre, mais elle est en fait morte et toute forme de thérapie n'a pas de sens. C'est ce que le président français pense de l'OTAN.» Rejetant les remarques critiques de Merkel concernant le «jugement radical» de Macron contre l'OTAN, *Der Spiegel* a déclaré: «En réalité, c'est une défense assez tiède de l'OTAN. Il est également clair pour Merkel que le patient se trouve vraiment dans une telle situation.»

Les discussions dans les milieux dirigeants sur l'effondrement d'une alliance de 70 ans entre des puissances impérialistes qui, à deux reprises au 20e siècle ont plongé la planète dans une guerre mondiale, laisse présager une crise très dangereuse. Le système capitaliste menace à nouveau l'humanité d'un embrasement mondial, cette fois avec des armes nucléaires. De manière significative, Macron lui-même a souligné que ce qui est en train de naître n'est pas une querelle passagère au sein de l'OTAN, mais une rupture profonde des relations internationales préparée au cours de décennies de guerres impérialistes depuis la dissolution de l'Union soviétique par stalinisme en 1991.

Le Comité international de la IVe Internationale (CIQI) a expliqué que la liquidation de l'Union soviétique n'était pas le résultat de la faillite du marxisme, mais du programme économique nationaliste, autarcique et anti-trotskyiste du stalinisme. Les régimes stalinien ont été dépassés par les États capitalistes capables de mettre à profit l'accès direct aux ressources du marché mondial, grâce à la mondialisation capitaliste. Face au militantisme croissant de la classe ouvrière dans les années 1980, la bureaucratie stalinienne a restauré la propriété capitaliste et a noué des liens étroits avec l'impérialisme.

Après la dissolution de l'Union soviétique en 1991, le CIQI s'opposa à des propagandistes bourgeois comme Francis Fukuyama, qui qualifiaient cela de «fin de l'histoire», la mort du marxisme et le triomphe final de la démocratie capitaliste. En fait, la dissolution de l'Union soviétique était l'une des expressions de l'intensification de la crise du système État-nation dans lequel le capitalisme est enraciné. Cette crise minait également les États capitalistes, en particulier dans la vague de guerres impérialistes de l'OTAN au Moyen-Orient et en Afrique.

Le président-banquier Macron est sans aucun doute un féroce opposant au socialisme, mais cette analyse est de toute évidence discutée au sein de son gouvernement. Il a déclaré à *l'Economist* : « Il y a une pensée profonde qui s'est structurée dans les années 90-2000 autour de l'idée de fin de l'histoire, d'une expansion sans fin des démocraties, d'un camp occidental qui aurait réussi à s'universaliser et aurait gagné. C'est ça l'histoire dans laquelle on vivait jusque dans les années 2000, lorsqu'une série de chocs a montré que ce n'était pas si vrai.»

Macron a admis: «Parfois on a commis des erreurs en voulant imposer nos valeurs, en changeant des régimes, sans les peuples. C'est ce qu'on a connu en Irak ou en Libye [...] c'est peut-être à un moment ce qui a été pensé en Syrie mais qui a échoué. C'est un élément de l'approche occidentale dirais-je en termes génériques, qui a été une erreur du début de ce siècle, sans doute funeste, issue du mariage de deux courants: le droit d'ingérence avec le néo-conservatisme. Et les deux se sont tressés et ont obtenu ces

résultats qui sont dramatiques.»

Macron admet que les politiques des principaux gouvernements de l'OTAN au cours des 30 dernières années étaient toutes politiquement criminelles. Macron ne s'en souvenait pas, mais Trump a déclaré dans un tweet que l'Amérique seule avait dépensé «8000 milliards de dollars» dans des guerres au cours desquelles «des millions de personnes sont mortes» et «sur la base d'une prémisse fausse et infondée». Quant à Macron, il y est personnellement profondément impliqué, en tant qu'ancien ministre du gouvernement français qui a agité en faveur du bombardement de la Syrie en 2013.

Les déclarations de Macron sont une indication de la nécessité urgente de construire un mouvement anti-guerre dans la classe ouvrière internationale basé sur une perspective socialiste révolutionnaire. Le système capitaliste n'est pas seulement en faillite et criminel. L'escalade des conflits autour des luttes pour des marchés et avantages stratégiques a pour conséquence, selon les dires de hauts responsables capitalistes eux-mêmes, de placer le monde au bord d'un embrasement total.

La perspective réactionnaire proposée par Macron pour remédier à cette situation, à savoir une collaboration internationale accrue entre les agences d'espionnage contre le terrorisme islamiste, ne résoudra pas les conflits inter-impérialistes sous-jacents concernant les marchés et l'avantage stratégique. En effet, il est bien évident que la solution proposée par Macron fondée sur le capitalisme ne fera qu'intensifier les conflits.

« [N]ous voulons bâtir la paix en Europe, reconstruire de l'autonomie stratégique européenne [...] comment on reconstruit ce que j'ai appelé une architecture de confiance et de sécurité », a déclaré Macron, ajoutant: « On fait travailler nos services ensemble, on partage une vision de la menace, on intervient peut-être de manière plus coordonnée contre le terrorisme islamiste dans tout notre voisinage.»

En opposant l'islamisme à «notre modèle» qui «s'est construit au XVIIIe siècle avec l'Europe des Lumières», Macron a qualifié l'islamisme de «premier ennemi des valeurs humanistes européennes qui reposent sur l'individu libre et raisonné, l'égalité entre la femme et l'homme, et l'émancipation.»

Ceci est absurde. Macron n'est pas un défenseur des Lumières, mais un banquier et homme politique de droite qui, dans le cadre de sa répression policière contre l'opposition croissante à sa politique d'austérité et d'inégalité sociale, a déploré la révolution française et déclaré que la France avait besoin d'un roi. Quant à son invocation préemballée de «valeurs humanistes», elle est démentie par ses appels constants à la haine néo-fascisante de l'islam, répandue et en pleine expansion dans les forces de sécurité françaises.

Ce que Macron propose est une politique visant non pas à mettre fin à la guerre, mais à renforcer les agences de répression étatique qui seraient mobilisées contre un mouvement anti-guerre.

Alex Lantier

Article paru en anglais, WSWS, le 9 novembre 2019

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), wsws.org, 2019

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca